

C. F. T. C. : Une étape est franchie

Le rapport sur les salaires, présenté par R. Bonety, des métaux du Nord devait être au centre des discussions du 31^e Congrès de la C.F.T.C. En fait, malgré son incontestable importance, ce n'est pas ce texte qui a le plus marqué les militants ou les invités présents dans la salle. Un sentiment dominait les débats : une page se tournait ; un tournant s'amorçait ; une époque — celle du syndicalisme chrétien traditionnel — était définitivement terminée.

L'élection d'Eugène Descamps au poste de secrétaire général de la centrale a fait couler beaucoup d'encre. Avec lui, la gauche, dont il est depuis longtemps le leader, accède à la fonction la plus importante de la confédération. Mais, plus significative encore est l'évolution qui a permis cette élection. En 1957, les minoritaires quittaient la salle du Congrès d'Asnières en chantant « *les Canuts* » parce qu'on n'avait pas voulu leur accorder les postes auxquels ils avaient droit. Depuis la situation s'était améliorée. Le 13 mai 1958 avait permis un rapprochement de la gauche et du centre et une direction bi-partite avait pu être mise en place.

Les idées aussi évoluaient. Le seul mot de socialisme provoquait jadis de violents remous. Déjà au congrès de 1959, Gilbert Declercq autre leader de la gauche et dirigeant des grèves dures de Nantes (1955), pouvait faire adopter un « *programme pour une planification démocratique* », démocratique étant pris ici dans le sens de socialiste. Aujourd'hui, la salle applaudit, approuve les orateurs qui se réclament du socialisme. Les traditionnalistes, eux se taisent, ou essaient de reprendre sous une autre forme les positions de la gauche ; ce qui indique pour le moins un certain désarroi.

Des problèmes à résoudre

Bien entendu, un congrès axé à gauche, avec une élection comme celle de Descamps, apparaît comme positif. Mais il laisse encore bien des points dans l'ombre. Par exemple, la « déconfessionnalisation » : la fédération de la Chimie l'avait mise en avant après son dernier congrès. Mais un chantage à la scission de certains éléments de droite a fait remettre le problème à plus tard : une commission s'occupe de la doctrine ; elle doit présenter son rapport dans quelques mois.

L'autre problème important éludé par le congrès, c'est celui des rapports avec le groupe formé par la S.F.I.O. les radicaux, Force-Ouvrière et la Fédération de l'Education Nationale. On se souvient des remous qu'avait provoqué, parmi la gauche de la C.F.T.C., le communiqué sur l'Algérie signé par l'ensemble de ces organisations. Le contenu était discutable et surtout, la publication du texte paraissait avoir pour unique but de redorer le blason de Guy Mollet.



(Hubert)

Eugène DESCAMPS.

La C.F.T.C. et le néo-capitalisme

Les problèmes que nous venons d'évoquer, les progrès de la gauche, ont sans doute profondément influé sur le congrès. Il faut revenir aux débats eux-mêmes. L'offensive est menée par Declercq et quelques autres contre le néo-capitalisme. Le régime actuel soutient le néo-capitalisme ; le plan gouvernemental est un plan lié à certains intérêts particuliers. *Le syndicat ne saurait, ni les cautionner ni s'intégrer à l'appareil d'Etat.* Mais il doit défendre les intérêts de ses mandants les salariés, aussi bien dans les commissions du plan qu'à l'extérieur. Un refus pur et simple n'est pas admissible. Il conduirait à laisser au néo-capitalisme toute latitude en ce domaine. Aussi est-il nécessaire de contrer les propositions patronales par des propositions

syndicales Les militants ne peuvent oublier leur objectif : promouvoir la planification démocratique (à noter que les thèses sur la planification se rapprochent de celles défendues par Pierre Le Brun à la C.G.T. et aussi des positions du P.S.U.)

Le combat contre le néo-capitalisme n'est pas facile. Les travailleurs peuvent se laisser prendre à certains pièges : par exemple, dans certains cas, l'intéressement peut séduire les salariés. La distribution d'actions leur apparaît parfois comme une prime quelconque : rien de plus.

Le congrès se préoccupe aussi du soutien des travailleurs des services publics et des fonctionnaires menacés par la réquisition. La défense du droit de grève et des droits syndicaux, la lutte pour la protection des délégués seront demain les tâches essentielles du mouvement syndical.

Paupérisation ou disparité des salaires ?

Le rapport de Bonety sur les salaires ouvre une large discussion. Sa thèse appuyée sur de solides statistiques, est la suivante : *La paupérisation absolue est un mythe. La réalité, c'est la progression inégale des salaires dans les différents secteurs ; c'est la disparité des revenus entre les régions, entre les entreprises ou les secteurs d'activité.* Cette

disparité est favorisée par la méthode de discussion patronat-syndicats. Les accords de salaires concernent des minimas très lointains des salaires pratiqués réellement dans les entreprises. Leur augmentation ne joue pas de la même façon selon ces entreprises, ce qui accroît encore la disparité.

Enfin se pose le problème de l'unité d'action et, surtout de l'unité d'action avec la C.G.T. La centrale est favorable à l'unité réalisée à l'échelon de l'entreprise ou de la fédération, sur des objectifs revendicatifs précis. Elle s'oppose, sauf cas exceptionnel, à l'unité d'action politique. Le poids du P.C. sur la C.G.T. fausse, pensent les dirigeants chrétiens, une telle unité.

L'unité d'action revendicative ne va pas non plus sans poser certains problèmes. Les affaires Thomson — où la C.G.T. a tout fait pour rompre le cartel intersyndical qui impulsait les grèves de cette année — et Renault — dont nos camarades ont déjà entendu parler — sont des exemples d'échecs de l'unité (pour ne pas dire plus !). Les positions adoptées par le Congrès C.G.T. ne vont d'ailleurs pas faciliter les rapports entre les syndicats des deux centrales.

Mais, parce que les militants C.F.T.C. sont dynamiques parce qu'ils ont perdu tout complexe à l'égard des communistes, il est probable qu'ils feront tout pour réaliser cette unité revendicative.

Robert LEROUX